« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

25 JANVIER 1966 — N° 52

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

F. Engels :

"L'Etat, c'est des bandes d'hommes armés"

VOIR NOTRE ARTICLE P. 4

D'après Rembrandt...

L'AFFAIRE...

vue par Marcus en page 4

• *La lune, les planètes... et la famine aux Indes*

VOIR NOTRE ARTICLE P. 3

• *L'Afrique des colonels et le colonialisme*

VOIR NOTRE ARTICLE P. 7

GUERRE A LA GUERRE

APRES la trêve observée pour les fêtes du Têt, le premier de l'an vietnamien, les combats ont repris au Sud-Vietnam. La guerre de nouveau fait rage.

Bien sûr, on peut se réjouir du fait que les bombardements sur le Nord-Vietnam sont toujours suspendus. Mais pour combien de temps ? Et cet arrêt ne prépare-t-il pas un nouvel échelon dans l'escalade? Qui peut le dire? Jusqu'où cette escalade ? Est-ce que de degré en degré, nous ne nous trouverons pas entraînés, comme le disait De Gaulle, dans une guerre qui n'est pas la nôtre (il parlait bien entendu au nom de l'impérialisme français).

A cela on ne peut pas répondre. La troisième guerre mondiale, nous la vivrons inéluctablement si l'impérialisme ne disparait pas. Hier Le Caire, l'Algérie, aujourd'hui le Vietnam, demain autre chose. La guerre est toujours présente. Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage, disait Jaurès. C'est toujours vrai.

Cette guerre mondiale qui apportera peut-être la fin de l'humanité, si notre génération ne veut pas la vivre, il faudra bien que nous détruisions l'impérialisme. Et cela ne se fera pas pacifiquement.

Tant que nous nous contenterons de bêler passivement, en protestant « pacifiquement », l'impérialisme et sa machine de guerre peuvent tourner. Rien ne peut les empêcher actuellement de poursuivre leurs fins.

Pour abattre l'impérialisme il faut d'abord le paralyser. Si partout dans le monde où les gens protestent « pacifiquement » contre la guerre, l'impérialisme américain voyait ses dépôts brûler, ses munitions sauter, ses camions s'arrêter, ses transports paralysés, non seulement cela arrêterait son bras mais en plus cela montrerait à tous les exploités du monde, que par delà les frontières leur union contre l'ennemi commun est possible, réalisable ...et efficace.

Utopique, aventuriste, tout cela ? Cela s'est déja fait ! Cela n'est pas plus difficile que ce qu'ont fait les combattants Vietnamiens, les militants du FLN ou les compagnons de Castro.

Dans ce combat il faudra bien que l'avant garde du prolétariat et de la jeunesse française s'y engagent résolument si l'on veut que les mots avenir et humanité puissent avoir un sens quand ils sont liés.

CORTE.

LES PROPOSITIONS PATRONALES NE RISQUENT PAS D'AMENER LE DÉSÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE DES ENTREPRISES

● *Augmentation des salaires*

4,25 % dans la Chimie
3,5 % dans les Assurances
2 % chez Thomson

CHEZ RHONE-POULENC

4,25 % SANS LUTTE... COMBIEN SI NOUS LUTTIONS ?

A la dernière réunion paritaire de l'U.I.C. les patrons ont proposé 4,25 % d'augmentation pour l'ensemble de la chimie. Les discussions se sont déchaînées pour savoir si les syndicats devaient ou ne devaient pas signer les propositions patronales ; la question a été vite résolue du fait du retrait des propositions faites par les patrons, mais à la réunion du 17 février, la question va se reposer. Mais signer quoi, au fait ? D'habitude, quand les patrons décident d'augmenter les salaires, ils n'ont pas besoin du consentement des syndicats. Et signature ou pas, si les patrons décident de nous augmenter ce n'est pas à l'obéissance ou à la désobéissance des syndicats que nous le devons mais bien au danger que nous représentons pour les patrons si nous nous mettons en grève. Car c'est de cela que les patrons ont peur, et ils préfèrent nous donner un petit quelque chose avant que nous réclamions notre dû, c'est-à-dire beaucoup plus.

Mais c'est un grossier calcul, car pour régler la question des salaires, ce ne sont pas 4,25 % qui suffiront ; il nous faut 200 F d'augmentation et un salaire minimum de 1.000 F, et si nous sommes décidés, nous les aurons ; la facilité avec laquelle les patrons proposent 4,25 % comme ça sans qu'il y ait eu de grève importante en est la preuve.

(Extrait du n° 68 de la V.O. Rhône-Poulenc.)

ASSURANCES GENERALES

ON N'EST JAMAIS SI BIEN SERVI...

La direction a décidé que notre augmentation pour cette année serait de 3,50 %. Pour la première fois, les syndicats n'ont pas signé d'accord, c'était vraiment trop peu pour qu'ils cautionnent cela ; bravo, très bien. Ils ont même entamé une action : vaillamment, ils sont allés en délégations harceler une pauvre secrétoire de la F.F.S.A. qui ne pouvait rien d'autre qu'enregistrer leur passage. Il paraîtrait même que certains représentants syndicaux n'avaient pas au préalable parfaitement accordé leurs violons.

Des « actions » de cette taille n'ont jamais fait peur à nos syndicats. Les promenades suffisent à leur donner bonne conscience.

Mais nous, une augmentation de 3,5 % ne nous suffit pas et si nous voulons plus, il faudra bien que nous allions les chercher. Et pas chacun tout seul pour son compte personnel ou en attendant les largesses hypothétiques que la direction distribue sous forme d'augmentations individuelles ou de promotion, mais par une union de tous ceux qui sont décidés à ne pas voir d'année en année se dégrader leur pouvoir d'achat.

Nous savons fort bien prendre des contacts entre nous pour notre travail, il n'est pas plus difficile de le faire pour défendre nos propres intérêts et c'est nettement plus payant.

(Extrait du n° 65 de la V.O. Assurances Générales.)

CHEZ THOMSON

RETOUR AUX TRADITIONS

Alors que nous n'attendions plus d'augmentation automatique de la Direction, celle-ci vient de nous lâcher l'aumône de 2 %. La politique traditionnelle de la Thomson reprend le dessus. Il s'agit, en nous lâchant au long de l'année quelques « pour cent » de maintenir nos salaires au plus bas compatible avec notre mécontentement. Car ce que la Thomson craint, c'est que nous nous sentions poussés à une véritable lutte pour faire augmenter nos salaires, parce que cela lui coûterait bien plus cher.

Si nous ne nous contentons pas de 2 %, si nous pensons que pour pouvoir vivre en profitant un peu des instruments que le développement de la technique a rendus « bon marché », et indispensables à notre existence, c'est 200 F par mois ou cent francs de l'heure en plus que nous revendiquerons.

(Extrait du n° 179 de la V O Thomson).

A CHAQUE INSTANT NOUS RISQUONS NOTRE SANTÉ, NOTRE VIE

● *Cadences, vapeurs nocives encombrement des ateliers...*

AUX CHANTIERS DE L'ATANTIQUE

ÇA CONTINUE

Des convois qui pourraient manœurer hors cloche dans une entreprise où la sécurité des travailleurs ne serait pas le dernier souci du patron, sont la cause de plusieurs accidents graves. Cette fois la victime est le conducteur du chariot, gravement atteint à la poitrine. L'enquêteur patronal consigne qu'il n'aurait pas dû passer sous l'élément en cours de déplacement mais ne mentionne pas qu'il n'y avait pas d'autre issue. Par ailleurs, les garde-chiourmes sont là pour faire respecter les cadences imposées par une productivité inhumaine et faire un détour aurait fait perdre du temps !

Le 13 janvier, c'est un tableau de manœuvre destiné au car-ferry qui choit sur les pavés au cours de son chargement sur un camion.

Par miracle, les dégâts ne sont fort heureusement que matériels, deux élingueurs ayant eu le réflexe de sauter à terre in extremis.

Une simple enquête pourrait déterminer les responsabilités que le C.H.S. serait bien inspirer de rechercher du côté de l'installation d'un palommier qui n'aurait pas dû être mobile.

(Extrait du n° 140 de la V.O. Chantiers de l'Atlantique).

CHAUSSON

DEGELONS NOUS

La semaine dernière, le radoucissement de la température et la fonte des neiges sur la toiture de l'atelier R.U. a été visible pour tous. L'eau coulait à flots sur les appareils à souder et sur les transformateurs. Mais à la R.U. il faut assurer la production coûte que coûte en dépit des inondations. Alors on apporte capuches et imperméables, on en déguise des camarades et, pieds dans l'eau, la tête au sec, on peut continuer à travailler en soudant avec des appareils électriques... « Malheureusement » la panne s'est produite qui a tout gâché et qui a peut-être sauvé certains de l'accident grave. En fait il s'agit de savoir qui de nous ou de la production est le plus important. Quand nous aurons résolu cette question nous saurons choisir entre risquer sa peau pour le patron ou refuser de travailler tant que toutes les conditions de sécurité ne seront pas remplies.

(Extrait du n° 203 de la V O Chausson).

ENGRENAGES ET REDUCTEURS

NOTRE SECURITE D'ABORD

Dans le grand atelier du rez-de-chaussée il est devenu une habitude de travailler avec en permanence au-dessus de sa tête un trafic continuel de ponts roulants qui déplacent des pièces dont les plus légères dépassent largement la tonne.

Dans une note de service relative à la sécurité la direction nous avertit de ne pas avoir à stationner au-dessous des charges transférées par les ponts roulants, ceci afin d'éviter tout risque d'accident.

Pourtant le plus grand nombre d'entre nous continuent à travailler dans ces conditions, dépourvus de toute sécurité. Il faut dire que la direction ne nous laisse guère la possibilité d'appliquer cette note car pour assurer sa production elle exige de nous des cadences qui nous rivent à nos machines et ne nous permettent pratiquement pas de nous mettre à l'écart chaque fois que cela serait nécessaire.

Pour la direction Engrenages et Réducteurs, une seule chose compte : les profits ; et elle fait passer bien après les conditions de sécurité. Quant à la note, elle ne figure au tableau d'affichage que pour « blanchir » la direction en cas d'accident, face à l'inspection du travail. Et si jusqu'ici l'accident mortel a été évité c'est bien plus par une suite de circonstances heureuses que par la mise en place de mesures de sécurité.

Mais pour nous ce n'est pas une plaisanterie. Il y va de notre vie. N'attendons pas que l'accident se produise pour exiger des conditions maxima de sécurité. Si la direction n'est pas prête à modifier les locaux pour assurer notre sécurité, c'est à nous d'y veiller en nous arrêtant de travailler et en nous mettant à l'abri chaque fois que des ponts roulants manœuvrent des charges au-dessus de nos têtes.

(Extrait du n° 3 de la V.O. Engrenages et Réducteurs).

CHEZ UCLAF

UNE FOIS DE PLUS

Dans certains services, on effectue le dégraissage des appareils avec du trichloréthylène. Or, il y a 15 jours, dans un service de la pharmacie usine 4 un ouvrier manipulait ce solvant dans un local n'ayant aucune ouverture extérieure. L'aération y est si mal prévue que pendant les manipulations, les portes doivent rester ouvertes... sur le couloir.

Cela ne sert d'ailleurs qu'à en faire profiter les nombreux passants.

Or, le trichloréthylène est, comme chacun sait, un produit excessivement dangereux. On parle d'ailleurs encore d'accidents très graves survenus récemment.

Qu'en pense le médecin de l'usine et le responsable de la sécurité ? Il nous faudra refuser de dégraisser les appareils si des mesures radicales ne sont pas prises immédiatement.

(Extrait du n° 25 de la V.O. Roussel-Uclaf).

A LA MEME ENSEIGNE

Vendredi dernier, une femme de ménage a eu un accident. Elle lavait un ballon, le tenant par le col, lorsque le fond s'est détaché lui entaillant l'autre main.

Comme le règlement l'exige, elle est allée à la sécurité qui évidemment lui a remis la faute sur le dos.

Ce même jour, une autre femme de ménage s'était piquée à la main, mais très faiblement, elle n'a donc pas jugé utile de se rendre à l'infirmerie. Dans la soirée sa main étant toute enflée, elle a dû cesser le travail.

Nous travaillons tous dans des conditions très dangereuses, que nous soyons femmes de ménage, ouvriers de fabrication ou techniciens de laboratoire. La moindre des choses c'est que nous en soyons informés et que nous ne minimisions jamais un accident.

(Extrait du n° 85 de la V. O. Roussel-UCLAF).

NOUS ne pouvons étant donné la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).

AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
PANHARD. — Paris.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 5 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — U 5.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
NEYRPIC. — Grenoble.
WESTINGHOUSE. — Sevran.
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.
BRONZAVIA. — Courbevoie.
CABLES DE LYON. — Lyon
C.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris.
ASSURANCES GENERALES Drouot.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS. — Générale.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Flandre, Paris.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris QUAIS et DOCKS. — Marseille.

La lune, les planètes et la famine aux Indes

DEPUIS quelques mois il est beaucoup question dans la presse de la famine qui risque de faire cette année plusieurs millions de victimes aux Indes. Les experts n'osent pas s'avancer et dire si ce seront 3, 4, 5 millions de personnes, ou plus, qui périront dans ce grand pays « démocratique », « indépendant » et « ami », parce qu'elles n'auront pas de quoi se nourrir, même mal. Et cela sans compter tous ceux qui, aux Indes ou ailleurs, ne mourront pas mais mèneront une existence diminuée, inhumaine, ne leur permettant aucune ou presque activité humaine et encore moins, bien sûr, « productive ».

Tout le monde sait cela. La presse du monde entier l'a écrit. Les experts ont même tenté de prévoir le nombre de morts et, comme nous le disions plus haut, ne sont en désaccord, très relatif, que sur le nombre de millions.

Que fait-on pour éviter cette catastrophe qui sera, toujours selon les experts, « la famine du siècle » ? Eh bien rien ! Parce qu'à ce qu'il paraît, il n'y a rien à faire.

Les grandes puissances sont capables d'envoyer des fusées dans la lune ou vers les planètes solaires et de faire graviter des hommes autour du globe, mais ne sont pas capables, sur la terre, d'éviter la plus horrible et la plus simple des morts à des millions d'êtres humains.

Pourquoi est-ce impossible ? On ne perd guère de temps à nous l'expliquer officiellement. Les gouvernements des grandes puissances ont bien d'autres chats à fouetter que de s'occuper du destin des hommes qui habitent la terre. Il semble bien, d'ailleurs, que le gouvernement « démocratique » des Indes ne s'en préoccupe guère non plus. A part quelques mesures de rationnement à Bombay et à Calcutta on ne l'a pas vu intervenir, ne serait-ce qu'aux Nations Unies, au moins symboliquement (on ne voit pas d'ailleurs que l'ONU puisse servir autrement) pour tenter de mettre les dirigeants du monde en face de responsabilités publiques. Ils pourraient aux moins dire à la face du monde que sont des assassins ces gouvernants qui peuvent tout et ne font rien.

Les quelques journalistes qui essaient de justifier le monde capitaliste, ils sont rares mais il y en a quelques uns, prétendent qu'il n'y a pas assez de nourriture dans le monde pour nourrir ceux qui ont faim. Pourtant un petit calcul simple est possible à ce propos.

D'après l'annuaire statistique des Nations Unies, pour l'année 1964, le monde a produit 250 millions de tonnes de blé, 257 millions de tonnes de riz, 67 millions de tonnes de viande et 46 millions de tonnes de poisson. **En ne comptant que ces quatre produits** (c'est-à-dire sans compter les autres plantes alimentaires, maïs et légumes par exemple, et les autres aliments animaux, laitages, volailles, etc.) il y avait, en les répartissant, de quoi pourvoir aux besoins vitaux de l'ensemble de la population mondiale. Cela fait environ 200 g de blé, 200 g de riz et 100 g de viande ou de poisson, par jour et par habitant de la terre. Et cependant, on nous l'a assez dit, cela n'a pas empêché en 1964 les deux tiers de l'humanité d'avoir faim, dont la moitié ont été gravement sous alimentés. Il aurait fallu pour cela, bien sûr, que l'économie mondiale soit organisée pour satisfaire les besoins de l'humanité et non pour les profits de quelques uns. En 1966 des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vont périr, alors que les greniers des capitalistes et des banquiers du monde entier seront pleins, d'or ou de blé. C'est la mort de faim au milieu de l'abondance. En 1966, nous verrons aussi nos paysans ne pas pouvoir vendre leurs produits, mais on ne verra pas les trusts faire faillite. Si la production était organisée pour le bien de tous, cette répartition serait possible. Le monde sous-développé, une fois nourri pourrait participer à part entière, au cycle productif mondial, et les produits pour maigrir, ou pour réussir à manger moins, se vendraient plus mal dans nos régions, un point c'est tout.

Mais l'on a pu trouver récemment sous la plume des journalistes dont nous parlions, que même si les Occidentaux pouvaient offrir de la nourriture aux Indes pour faire face à la famine qui approche, les ports des Indes ne sont pas équipés pour décharger les quantités colossales de nourriture nécessaires, et les voies de chemin de fer du pays ne sont pas suffisamment développées pour les acheminer vers l'intérieur du pays.

Oh ! le splendide argument ! à notre époque ! Gageons que si, à la suite de cette famine ou à son approche, une révolution communiste éclatait aux Indes, les Etats-Unis trouveraient bien le moyen d'acheminer les milliers et les milliers de tonnes de matériel de guerre nécessaire à « ramener l'ordre », quels que soient les distances ou l'éloignement de toute voie ferrée. Ils l'ont bien fait au Viet-Nam où ils ont construit ou reconstruit, et agrandissent tous les jours, des ports gigantesques, des aérodromes plus grands les uns que les autres, des pistes ou des routes. Sans compter qu'ils n'ignorent rien du parachutage et des ponts aériens.

Non, le problème n'est pas technique. Si les hommes n'avaient plus que des problèmes techniques à résoudre, les réalisations scientifiques des uns ou des autres nous le montrent bien, le monde serait enfin vivable pour tous ses habitants.

Ce n'est pas le cas. Cette année encore nous ne sortirons pas du Moyen Age. La faim va faire plus de morts que le cancer. A quoi bon alors se réjouir des prouesses des chercheurs. Ne sont-elles pas réduites à rien, malheureusement, par cette seule constatation.

Non, nous n'avons pas le choix. Nous ne serons jamais des hommes véritables, libres et heureux, tant que le capitalisme existera sur le globe, annihilant tous les efforts de l'humanité pour échapper à l'animalité et au despotisme des « lois naturelles ».

R. GIRARDOT.

Déroulède pas mort

C'EST bien connu qu'à notre époque la jeunesse manque d'idéal et ne sait que faire de ses loisirs ; heureusement, des organisations de jeunesse responsables savent quoi proposer d'entraînant, d'instructif et attrayant pour les jeunes désœuvrés sans but dans la vie.

Ces organisations responsables et conscientes ont enfin un programme précis d'activités pour les jeunes :

— créer de nouveaux musées, salles ou coins consacrés à la gloire militaire ;

— construire des monuments, obélisques, mémorials à la gloire de ceux qui sont tombés pour la patrie. Entretenir, visiter solennellement les tombes et monuments existants ;

— faire des processions sur les lieux des combats ou de monuments, des meetings où les vétérans racontent leurs hauts faits, où les écoliers poètes lisent leurs vers patriotiques ;

— le tourisme est une forme particulièrement efficace de l'éducation militaire et patriotique de la jeunesse : visite des villes-héros, des champs de bataille, itinéraires suivis pendant la guerre par les troupes, etc.

Dans quel pays propose-t-on à la jeunesse ce joyeux programme : En Espagne pour l'empêcher de penser à la politique ? En Allemagne contre la « menace de l'Est » ? Aux Etats-Unis pour la préparer aux frais et joyeux massacres du Vietnam? En France sous le haut patronage du Haut-Commissariat à la Jeunesse et au pays de la coexistence pacifizières d'Indochine ou les djebels d'Algérie ?

Non, vous n'y êtes pas, c'est au pays de la coexistence pacifique et du « socialisme » que les jeunes sont conviés par le « Komsomol » (J.C. russe) à jouer les enfants de troupes.

Mais à quoi peut bien servir cet essai de mobilisation de la jeunesse ?

Nous admettrions très bien que l'U.R.S.S. menacée par l'impérialisme cherchât à mobiliser sa population, à la rendre consciente des menaces et des dangers que fait peser sur elle la politique agressive de l'impérialisme.

Mais de là à exalter les « valeurs » militaires pour elles-mêmes, la patrie en soi, il y a un abîme. En effet les communistes sont forcés, pour lutter contre l'impérialisme, d'adopter des formes d'organisation militaire disciplinée. Pour défendre l'Etat ouvrier issu de la Révolution d'octobre, le Parti bolchevik n'hésita pas à organiser l'Armée Rouge sur le modèle des armées bien organisées et disciplinées des pays impérialistes. Mais ils n'en ont jamais fait un idéal. C'était une nécessité pour vaincre l'agression, pas un modèle de valeur pour la société future. Ils faisaient appel à la conscience des travailleurs et de la jeunesse pour accepter ces mesures transitoires nécessaires dans la lutte contre l'agression pour défendre leurs propres conquêtes.

Là, le militarisme, la discipline aveugle, le patriotisme chauvin sont présentés comme les buts et les idéaux suprêmes. Et pourquoi ? Certainement pas pour défendre les conquêtes d'octobre ou ce qu'il en reste.

Un nommé Demidov des Komsomol a affirmé au VIIe Plenum du Comité Central des Komsomol « que si la conviction révolutionnaire se vérifiait autrefois dans la fermeté de la lutte révolutionnaire, aujourd'hui la profondeur et la force de cette conviction se mesure à l'attitude devant le travail, à l'ardeur à répondre au premier appel de la patrie ».

Naturellement, à sa suite de nombreux orateurs intervinrent sur les moyens de renforcer l'amour et le respect du métier, le sentiment de l'honneur ouvrier : musées de la gloire du travail (« il est dans l'usine un lieu dont s'approchent avec la même émotion l'ouvrier, le directeur, le pionnier, les gens de tout âge et de tout rang — c'est le musée d'usine à la gloire du travail).

Le parallèle est frappant : l'usine russe est assimilée par les bureaucrates eux-mêmes à une caserne et les directeurs aux officiers. On ne saurait concevoir plus séduisante image de la vie socialiste.

Et plus question de parler de camps de concentration, de stalinisme ou même de difficultés. On est heureux obligatoirement dans le « paradis socialiste ».

A vos ordres mon général !

Afin d'exalter la jeunesse, les écrivains russes devront se transformer en Barrès et en Paul Bourget du réalisme socialiste. Déjà Aragon s'était fait le Déroulède de la Guépéou et le chantre de la « Marseillaise » ; déjà en 1938 le P.C.F. déclarait que visiter l'Alsace-Lorraine était un devoir patriotique : la reconversion ou plutôt la continuation ne sera pas difficile pour les valets russes ou étrangers de la bureaucratie du Kremlin.

Mais pour ceux qui essaient de réfléchir par eux-mêmes, pour ceux qui voient dans le communisme autre chose que le stalinisme ou les successeurs du « chef génial » à la tête de l'U.R.S.S., il n'y aura pas d'indulgence. Pendant que l'on invite les écrivains à célébrer la guerre fraîche et joyeuse, des jeunes qui avaient publié une revue clandestine, « La Cloche », sont arrêtés et en prison.

Il s'agit en fait d'enbrigader la jeunesse. Et pour la mettre au pas on n'a encore rien trouvé de mieux que « le clairon qui sonne ». La discipline militaire introduite dans la vie civile rendra d'immenses services à l'usine pour les bureaucrates et directeurs.

Quand le Komsomol proposera-t-il des « bataillons disciplinaires » et des bagnes militaires pour les déserteurs du paradis post-stalinien et du réalisme socialiste ?

De la santé... électorale

LA période électorale passée, la pillule contraceptive qui en avait été la grande vedette va retourner dans l'antichambre du ministère de la Santé, pour n'en ressortir que si les services démographiques le jugent nécessaires. Les mesures devant libéraliser la fameuse loi réactionnaire de 1920 vont rester promesses électorales.

Si éphémère fut-elle, cette campagne eut le mérite d'obliger les milieux officiels à plus ou moins se désolidariser de la loi de 1920 et de l'esprit de cette loi. Mais la nécessité électorale qui les y avait poussées est d'autant plus évidente quand on lit les notes révélant les préoccupations habituelles des organismes ministériels.

Dans la Presse médicale du 11 décembre 1965, on peut lire une note du 11 août 1965 — 3 mois avant la campagne électorale — émanant de la Direction Générale de la Sécurité sociale — qui rappelle à l'ordre la FNOSS (Fédération des Organismes de Sécurité Sociale), au sujet de la non-application de l'article L 203 du Code de Sécurité sociale, en matière d'assurance maternité.

Tout d'abord il faut préciser que par Direction Générale, il faut entendre les Grands Bureaux des Ministères, ceux qui sont la permanence du pouvoir d'Etat et qui constituent pour la Sécurité sociale les « organismes de tutelle ». Ce sont eux qui jouent le rôle de grands patrons supervisant les « Organismes de Sécurité sociale », c'est-à-dire les différentes Caisses qui sont — à leur niveau — autonomes et gérées par les assurés eux-mêmes... dans le cadre de la Loi... et avec l'autorisation et le contrôle des Ministères.

Le fameux article L 203 prévoit que toute déclaration tardive de maternité (la déclaration normale se fait avant la fin du 3ème mois de grossesse) sera sanctionnée, la Caisse remboursant à ce moment là les frais d'accouchement à 80 pour 100 du tarif Sécurité au lieu de 100 %. Cette sanction se veut bénéfique pour la future mère N'a-t-elle pas été prévue « dans un souci de protection maternelle et infantile »... Pour obliger les futures mères négligentes à se faire examiner en temps voulu par un médecin et à faire les examens nécessaires !

Mais si le Ministère est si soucieux de la santé de la future mère et des futurs enfants, comment se fait-il qu'il prône une mesure qui — si elle était appliquée — amènerait des femmes, négligentes ou peu soucieuses d'un contrôle médical au cours de leur grossesse à ne pas aller accoucher à l'hôpital ou en clinique et à prendre ainsi de gros risques, parce que l'amende d'environ 300 francs que représente les 20 % non remboursés serait trop lourde à payer pour elles !

En fait, lorsqu'il s'agit de maternité, ce sont les préoccupations réactionnaires qui prévalent sur les nécessités de santé. Cet article du code de Sécurité sociale montre tout simplement que les législateurs de la Sécurité sociale — malgré l'époque de « libération » qui vit sa création — sont marqués par l'esprit de la loi de 1920. Au niveau de l'assurance-maternité on retrouve la sanction pour intention d'avortement. Pour le législateur, la menace de l'amende amènerait la femme enceinte à déclarer sa grossesse dans les trois premiers mois et donc à la mettre ainsi dans des conditions plus difficiles pour tenter l'action illégale que représente l'avortement lorsque la grossesse est déclarée.

Toujours dans un souci de «protection maternelle et infantile » des primes relativement importantes (594 Frs en tout) sont versées au cours de la grossesse à condition que les examens médicaux soient passés en temps voulu. Ces « allocations prénatales » sont perdues dans le cas de déclaration tardive (au prorata du retard) à moins de justifier de ce retard..., (et les tentatives infructueuses d'avortement n'ont jamais été présentées comme justification).

En ce qui concerne le non-remboursement des frais d'accouchement à 100 %, pratiquement cette sanction n'est pas appliquée car une majorité de femmes accouchent dans des hôpitaux et des cliniques conventionnées et le paiement se fait par convention entre l'Etablissement hospitalier et la Caisse de Sécurité sociale.

Il serait certainement possible à la Sécurité sociale d'envisager les paperasseries supplémentaires permettant d'appliquer la sanction, mais cela freinerait de beaucoup la facilité des paiements et cela sanctionnerait en même temps les établissements hospitaliers qui en vivent.

C'est pourquoi le Guide de la Sécurité sociale de la FNOSS précise que « pour des raisons d'ordre pratique, en cas de séjour dans un établissement pratiquant le tiers-payant, la prise en charge s'effectue **toujours à 100 % »**, et par ailleurs la Convention-type dit : « La Caisse rembourse à l'établissement hospitalier les prix de journée des malades régulièrement pris en charge dans les conditions ci-dessous... (100 % en maternité) ».

Mais la Direction Générale, gardienne de l'esprit de la loi, est là qui veille. La note précitée exigeait que la FNOSS applique la sanction (« dans un souci de protection maternelle et infantile »).

Cela c'était au mois d'août 1965. Mais les remous de la campagne électorale n'ont pas dû trop perturber les Grands Bureaux et la Direction Générale de la Sécurité sociale ne prendra certainement pas la peine de se dédire.

F. MAIGNAN.

L'état, c'est des bandes d'hommes armés

(F. Engels.)

Si nous parlons ici de l'affaire Ben Barka-Figon, ce n'est certes pas pour apporter des révélations que la presse n'aurait pas apportées. Leurs informations politiques, les militants de « Voix Ouvrière » les prennent, comme tout le monde, dans ce que la presse peut, ou veut, révéler.

Nous ne pouvons donc que constater, comme tout le monde, que si une chose est certaine dans cette affaire, c'est que l'assassinat de Ben Barka s'est fait avec la complicité de services de police française et que la disparition de Figon est trop bien venue pour ne pas avoir été voulue.

Mais notre objet n'est pas de rechercher qui est coupable, non coupable, plus coupable que l'autre, qui dit vrai ou faux dans cette sordide histoire. Notre objet est de constater qu'entre la police et les brigands, il est bien difficile de savoir où passe la ligne de démarcation, de constater que l'Etat bourgeois se sert de certains serviteurs que n'aurait pas désavoués Al Capone.

Il y a quelques années, au moment de l'O.A.S., nous avions vu, aussi, l'actualité éclairer de brefs instants les dessous de l'appareil policier, grâce auquel l'Etat opprime. Lorsque des policiers arrêtaient des gens de l'O.A.S., c'était bien souvent en s'arrêtant eux-mêmes. On ne savait pas où étaient les plastiqueurs et où étaient les défenseurs de « l'ordre ». En fait, il s'agissait dans les deux cas de gardiens de la propriété bourgeoise en désaccord momentané sur le choix des moyens. En quelque sorte un épisode de la « guerre des polices ».

De nouveau, aujourd'hui, on a l'occasion de voir un petit peu qui sont les gens chargés de faire respecter la loi.

La domination de la bourgeoisie a deux visages. D'un côté la confection des lois par des gens que nous élisons en principe, d'une façon plus ou moins démocratique, sur lesquels nous avons plus ou moins de contrôle (beaucoup moins que nous le croyons en général), lois qui sont tantôt favorables, tantôt défavorables aux masses populaires. Et de l'autre côté, des gens qui sont censés faire appliquer ces lois. Gens sur lesquels nous n'avons aucune espèce de contrôle. Nous ne connaissons même pas leurs activités, et on voudrait d'ailleurs nous faire croire que leurs supérieurs ne les connaissent pas non plus.

Cela n'est pas un accident. C'est une nécessité pour l'Etat bourgeois. Finalement, en dernière analyse, la bourgeoisie maintient sa domination par l'intermédiaire de bandes armées. Ces bandes font respecter la loi lorsque la loi sert la bourgeoisie, ou se passent des lois lorsque cela leur paraît nécessaire.

Il ne suffit pas de remplacer l'homme, ou les hommes, au pouvoir. L'appareil d'Etat, l'appareil militaro-policier est à briser complètement. Cet appareil là, il était le même sous la IVe que sous la Ve République. Et ce n'est pas par des bulletins de vote que nous le changerons.

Des meetings de protestation ont été organisés par « la gauche » : il est nécessaire de protester. Mais quand on voit Mitterand y participer on saisit tout de suite les limites de cette protestation. Quand Mitterrand était grand chef des flics, en tant que ministre de l'Intérieur ou, accessoirement, en tant que Garde des Sceaux, les services de police ne valaient guère mieux, CAR ILS ETAIENT LES MEMES. Tout comme ils seraient les mêmes si Mitterrand, ou un autre du même acabit, revenait au pouvoir.

La bourgeoisie a besoin pour maintenir sa domination d'assassiner, d'enlever ou de torturer impunément. Et elle se sert pour cela des hommes qu'il faut. Que le chef de l'Etat soit Pierre ou Paul.

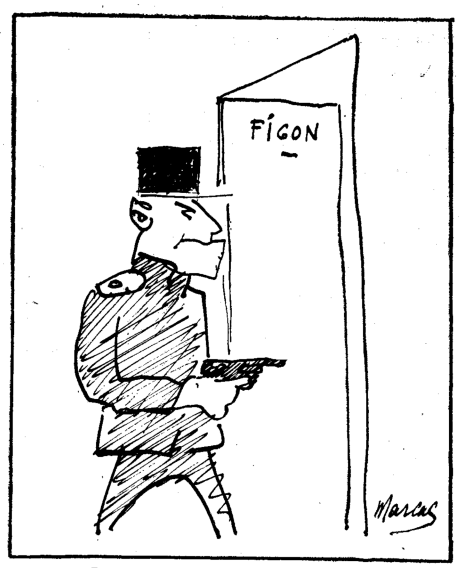
Impunément, parce que la punition ne peut venir de leurs pareils. De leurs pareils ils ne peuvent attendre que tolérance, complicité et mansuétude.

Le punition ne viendra que lorsque la classe ouvrière en colère balaiera d'un seul coup l'appareil d'Etat bourgeois et tous les fantoches, vrais ennemis ou faux amis, qui s'en réclament. Ce jour viendra de toute façon. Mais si quelques milliers de militants ouvriers se décident à abandonner les organisations traîtres, qui ne représentent plus la classe ouvrière, pour consacrer leur dévouement et leur énergie à reconstruire un parti révolutionnaire qui prenne pour cible l'Etat bourgeois et dont l'arme ne se limite pas au bulletin de vote, nous aurons beaucoup moins longtemps à attendre pour châtier tous les criminels et nous libérer nous-mêmes.

Editorial des bulletins d'entreprises

L'AFFA

Vers



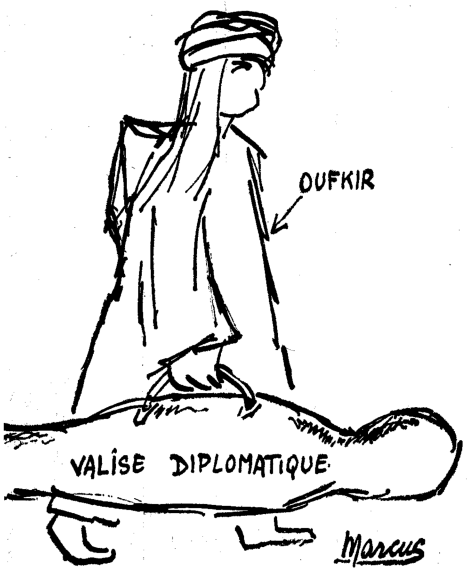
Cet argent.... vient de qui vous savez pour ce que vous savez »
Ruy Blas [Acte IV Scène III]

La campagne pour les prochaines élections présidentielles

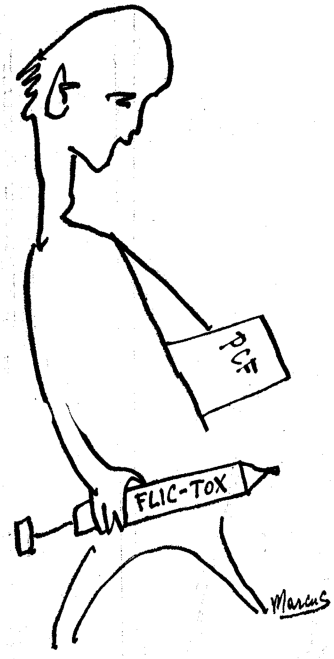
Répu

IRE... *Vue par Marcus*

un ralentissement des échanges diplomatiques entre la France et le Maroc



La police, épurée, prête serment.



bicain s'attaquant au pouvoir personnel.

La Fédération des syndicats de la Police (C. G. T.) : Opposition absolue à l'existence de polices parallèles.

Là où se posent des problèmes de modernisation et de réorganisation

LES TRAVAILLEURS EN FONT LES FRAIS PAR LE JEU DES DÉCLASSEMENTS OU DES LICENCIEMENTS

• *Chez Bourgogne Electronique*

QUI PROFITE DU PROGRES ?

A la Comptabilité, on licencie neuf personnes dont un cadre. La direction leur a promis une place dans l'autres entreprises dijonnaises.

Ce sont les impératifs de la modernisation, parait-il. La mécanographie remplace les employées du service de paye.

Tant mieux... devrait-on dire. La machinisme permet de produire plus et avec moins de peine.

Mais ce temps gagné, ce n'est pas nous, travailleurs, qui en profitons ; nous n'aurons pas plus de loisirs, ni plus d'argent.

Pour nous, la modernisation se traduit par l'instabilité de l'emploi, les mutations et, tout au fond de nous, la grande peur du chômage.

Dans le cas présent, les employés licenciés touchent leur préavis, leurs vacances, et ne sont pas sur le pavé ; mais ces travailleurs, soit-disant « libres », sont déplacés comme de vulgaires pions au gré des besoins de LEUR production, donc de LEURS profits (ceux du patronat, pas les nôtres).

De nombreux licenciements ont lieu actuellement dans l'électronique :

— THOMSON : 180 licenciés à Nevers, 80 à Lesquin, 220 à Sartrouville.

— PATHE-MARCONI : 150 licenciés à Chatou.

— C.I.T. en annonce 240.

— C.I.C.E. (C.S.F.) de Montreuil licencie 55 ouvriers.

— C.O.S.E.M. (C.S.F.) licencie 4 ingénieurs à Saint-Egrève.

(Voir le n° 51 du journal « Voix Ouvrière).

Nous ne pourrons assurer efficacement notre défense que si nous comprenons qu'il nous faut mener un combat d'ensemble, d'au moins toute la construction électronique et électrique, pour la reconnaissance d'une convention collective nationale, comportant la garantie de l'emploi et la garantie du salaire.

(Extrait du n° 19 de la V.O. Bourgogne électronique.)

• *A la Compagnie Industrielle des Téléphones*

LA LUTTE DE CLASSES

Des camarades des transmissions effectuent leur préavis. Ils font du porte à porte, d'usine à usine, pour trouver une nouvelle place, souvent ils sont forcés d'accepter une rémunération inférieure... en attendant mieux.

Certains, dit-on, seront recasés dans le trust de la CGE. A quelles conditions ? Avec quelle paye ? Pour l'instant, nous avons accepté cela. Il ne faut pas croire que le patron va nous remercier en nous laissant en paix. Il peut croire maintenant qu'il a les mains libres, qu'il va pouvoir licencier où bon lui semble. A cause de la décentralisation les camarades des presses sont à leur tour visés par la réorganisation. Accepterons-nous ces licenciements ?

Nous avons souvent dit que notre force résidait dans notre détermination à nous battre tous ensemble. Quand nous ne sommes pas déterminés, le patron pense que nous sommes prêts à subir, et il devient gourmand.

Il voudrait que la main-d'œuvre soit plus fluctuante, plus docile, plus soumise. Il voudrait pouvoir licencier n'importe qui, embaucher au taux le plus bas, sans que les travailleurs lui contestent ce droit. Lui, il sait ce qu'il veut !

A nous de savoir ce que nous voulons !

A nous de savoir si nous voulons profiter de notre travail, des richesses que nous créons. Dans ce cas il est temps de réagir.

(Extrait du n° 30 de la V O CIT'.

• *Chez Neyrpic*

A L'ECHELLE DU GROUPE

Toujours pas de nouvelles du sort de nos camarade de Croix-Rouge. La direction est muette comme une carpe et les délégués du C.E. font les mystérieux. Ils discutent. Il semble que cela suffise à nos syndicats. Quant aux travailleurs, ils sont priés de faire confiance... et d'attendre.

Or la direction ne dit au C.E. que ce qu'elle veut bien lui dire, c'est-à-dire rien ou presque rien. Les patrons n'ont pas l'habitude de rendre des comptes à leurs ouvriers, fût-ce par C.E. interposé. Ils ne le font que contraints et forcés. Et la question est de savoir si nous sommes en mesure de le contraindre et de le forcer.

A Croix-Rouge ? Certainement pas, le moral n'y est pas et le travail manque.

A l'échelle du groupe ? Peut-être les discussions qui se déroulent sur l'accord prouvent que — du moins à la Sogreah — la direction a besoin de notre travail et qu'elle désire la paix sociale. Et dans ce domaine il est impensable que l'on puisse signer des accords sur une usine du groupe alors que le problème de Croix-Rouge — le problème le plus important de l'heure — n'est pas réglé.

La direction joue sur la division du groupe, à nous de lui démontrer que les intérêts du personnel de tout le groupe sont liés. Il est absurde de parler de « garantie de l'emploi » à Beauvert et à Sognah, dans un contrat que la direction peut toujours résilier, quand par ailleurs, à Croix-Rouge, la même direction s'apprête à n'en faire qu'à sa guise.

Notre unité c'est notre seule force. Si nous y renonçons par avance, nous tendons l'échine pour recevoir les coups.

(Extrait du n° 62 de la V.O. Neyrpic.)

• *Quais et docks*

LES BONNES HEURES DES UNS FONT LES MALHEURS DES AUTRES

L'huilerie Roux, à Marseille, aurait l'intention de procéder à un licenciement massif d'une partie du personnel — on parle de plus de 300 travailleuses — et à une réduction de l'horaire hebdomadaire à 32 heures pour le reste du personnel féminin. L'inspection du travail aurait — dit-on — donné son accord pour ces licenciements, le personnel intéressé étant d'ailleurs déjà dans la période de préavis.

Or nous savons par ailleurs qu'un nombre non négligeable de travailleurs de la fabrication font des heures supplémentaires.

Ainsi, à l'huilerie Roux, comme dans bien d'autres entreprises, on licencie d'un côté et on fait des heures supplémentaires de l'autre — et ce n'est pas un cas isolé.

Encore une fois, on constate qu'en régime capitaliste, les heures supplémentaires et le chômage sont liés. A chaque fois qu'un travailleur effectue des heures supplémentaires, il prépare en même temps pour lui-même, ou pour d'autres travailleurs, des heeures de chômage.

Là où les affaires vont bien

ILS ONT DROITS AUX JOURNÉES DE TRAVAIL DE 10 OU 12 HEURES ET A L'AUGMENTATION DES CADENCES

• *Chez Panhard*

ÇA VA DE PLUS EN PLUS VITE

La direction a fait savoir dernièrement à la maitrise qu'elle entendait augmenter la production journalière des 3 CV et des 24 CT à la fin du mois. Le nombre des voitures sorties sur la chaine commerciale passerait de 102 à 130 : 28 voitures en plus !

La maitrise a déjà pris ses dispositions pour organiser la nouvelle gamme de travail. En déplaçant des monteurs sur la chaine, en redistribuant le travail au sein d'une même équipe, on cherche à nous persuader que malgré l'augmentation de la production nous aurons moins de travail.

Bien sûr, on voit apparaitre quelques nouveaux monteurs mais l'effectif sur les chaines n'augmente pas en rapport avec la production. Si bien que les gars qui hier sortaient 102 voitures en sortiront demain 130.

Si nous ne réagissons pas, la direction pourra s'enhardir et aller bien plus loin. Peu lui importe que nous travaillions comme des forcenés, peu lui importe notre santé et les risques d'accidents dans des ateliers encombrés, où dans la précipitation nous risquons d'y laisser notre peau (rappelons-nous l'accident survenu au 86 sur la chaine 1re finition). L'augmentation des cadences c'est l'augmentation des risques d'accidents pour nous mais pour la direction c'est l'augmentation de ses profits. C'est bien plus important pour elle.

Nous ne devons pas laisser la direction jouer avec notre santé.

Contre les cadences nous pouvons organiser la résistance sous toutes ses formes, depuis la résistance passive jusqu'à la grève.

Et alors, c'est nous qui déciderons des cadences !

(Extrait du n° 71 de la V.O. Panhard.)

• *Aux Engrenages et Réducteurs*

MAIS OU SONT LES... 8 HEURES ?

Au rez-de-chaussée, des tourneurs et quelques monteurs quittent la lumière à 7 heures du soir pour ne la retrouver qu'à 7 heures le lendemain matin. L'horaire de toute l'usine est actuellement de 10 heures, le jour, c'est déjà long, mais, pour nos camarades qui travaillent la nuit, il est de 12 heures !

Mais voilà bien le hic. En effet, si nous en étions restés à l'horaire légal de 8 heures par jour, que nos ainés et certains d'entre nous ont imposé par leur lutte en 1936, douze heures de travail sans discontinuer — à peine une maigre demi-heure pour casser la croûte au milieu de la nuit — auraient vraiment de quoi nous révolter.

Il faudra bien pourtant nous décider à imposer de nouveau respect de cette conquête de la classe ouvrière, sans bien sûr que nos salaires soient pour autant diminués.

De nuit, comme de jour, 8 heures, c'est le maximum !

(Extrait du n° 3 de la V.O. Engrenages et Réducteurs).

• *Chez Chausson*

CONTRE LE LOCK-OUT ETENDONS LA LUTTE

A l'usine H à la Peugeot, nous sommes en lutte depuis plus de trois semaines. Et malgré nos grèves de deux ou trois heures suivant les équipes, la Direction ne cède rien. Bien plus, elle lock-oute. Il y a deux semaines, pour une seule équipe qui débrayait, elle lock-outait trois ateliers, la tôlerie, la mécanique et la peinture. Pous nous décourager en essayant de nous faire croire qu'elle n'attend pas spécialement après ses voitures, elle n'hésite pas à retarder ou à perdre une partie de sa production. Cette attitude comporte le risque de voir s'étendre le mouvement ; mais si elle estime pouvoir agir de la sorte, c'est qu'elle compte sur la passivité des autres secteurs.

Donc, cette lutte, la direction la prend au sérieux, et les protestations indignées des syndicats dans leur lettre ouverte n'y pourront rien changer. L'extension de la lutte est la seule réponse valable face au lock-out. Nous luttons pour des revendications intéressant l'ensemble des camarades, il est donc logique que tous participent.

A l'usine H nous avons commencé des grèves d'équipes qui ont élevé le degré de combativité. Maintenant c'est insuffisant car en lockoutant la direction annule l'efficacité de toute grève tant qu'elle reste isolée. Il nous faut donc coordonner les mouvements et surtout les étendre. La lutte c'est deux forces qui s'affrontent... et le plus fort c'est celui qui est le plus décidé. C'est parce que la Direction pense que nous ne sommes pas décidés à faire la grève, tous ensemble, jusqu'à satisfaction de nos revendications, qu'elle se permet de lockouter. Mais si nos organisations syndicales ont peur de faire autre chose que des grèves tournantes, nous, nous pouvons encore montrer que nous préférons la lutte décidée plutôt que de nous fourvoyer dans des semblants de grève sans issue. Et alors, c'est nous qui reprendrons l'initiative de la lutte.

La fiesta cubaine

Nationalisme + Anti-Impérialisme = Internationalisme au rabais

Du 4 au 15 janvier, 500 délégués venus d'une centaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont participé à une Conférence Internationale à La Havane dont le but était de définir « une stratégie globale anti-impérialiste ». Les décisions de la « Tricontinentale » sont-elles « un coup dur pour les Impérialistes », comme l'écrit l'envoyé spécial de l'Humanité Yves Moreau (17-1-66) et peut-on dire aujourd'hui, en suivant « Révolution Africaine », organe central du F.L.N. algérien (15-21-1-66), qu'une « nouvelle organisation révolutionnaire internationale est née » ?

LES DELEGATIONS

Tout d'abord il faut noter que les délégués représentaient soit des gouvernements, soit des mouvements « révolutionnaires ».

GOUVERNEMENTS...

Dans le premier groupe nous trouvons à la place d'honneur les représentants de l'Egypte Nassérienne. Après l'enlèvement, et sans doute l'assassinat, de Medhi Ben Barka, c'est un égyptien, Youssef El Sebai qui le remplacera au poste de secrétaire général du comité préparatoire de la conférence. Le gouvernement égyptien posera même la candidature du Caire comme « capitale du Tiers Monde révolutionnaire » et siège de l'organisme permanent. Oubliés, les dizaines de militants ouvriers assassinés par Nasser, oubliés, les camps de concentration, les tortures et les prisons pour accueillir les communistes égyptiens.

Deuxième exemple de gouvernement « révolutionnaire » : le Pakistan. Le vice-président de la délégation pakistanaise est un membre du gouvernement Ayub Khan. Il s'agit de Mustapha, ministre de l'Education Nationale. Oubliés les milliers de victimes du récent conflit avec l'Inde, duquel le gouvernement pakistanais porte une bonne part des responsabilités.

On pourrait aussi citer l'Algérie de Boumédienne qui, elle aussi, est classée parmi les « pays révolutionnaires » (ses représentants président la commission économique de la conférence). Et c'est sans doute parce qu'il s'est senti chez lui au milieu des Nasser, Khan et autres Boumedienne, que Soekarno avait envoyé deux représentants de l'armée indonésienne qui se livre actuellement à une boucherie anti-ouvrière et anticommuniste (plus de cent mille victimes). Et si la conférence ne les a pas admis (les massacres sont vraiment trop actuels), elle a, en revanche, admis les membres du Parti communiste indonésien, fidèle collaborateur de Soekarno pendant des années, et dont la politique a désarmé les masses populaires indonésiennes et les a pratiquement livrées à leurs bourreaux actuels. Il n'y a pas un seul de ces gouvernements qui n'aie sur les mains du sang d'ouvriers et de paysans.

...ET MOUVEMENTS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES

Quant aux représentants des mouvements « révolutionnaires » ils furent triés sur le volet. Tous les journaux ont noté la part qui fut faite aux partis staliniens prosoviétiques d'Amérique latine. Ce n'est là que la conséquence directe de l'alignement de Cuba sur l'Union soviétique. Ces partis ont non seulement soutenu, par le passé, des gouvernements ultra-réactionnaires (soutien aux militaires « anti-impérialistes », au Pérou, après-guerre, de Batista à Cuba, etc., mais, hier encore, ils dénonçaient comme « provocateurs, agents de l'impérialisme, aventuristes », tous ceux qui, s'inspirant de l'exemple cubain, prenaient le maquis et formaient des guerilla. Et le fait qu'ils se rallient aujourd'hui, verbalement, à la lutte armée ne change rien à l'affaire. Car il est sûr qu'ils se serviront de la caution que leur a donnée Castro pour mettre un frein à cette lutte. Et c'est dans cette perspective qu'il faut sans doute comprendre l'attaque contre les « trotskystes, agents de l'impérialisme » lancée par Castro dans son discours de clôture. Peu importe à Castro ce qu'écrivent les trotskystes mexicains, italiens ou guatemaltèques. Mais, en parlant ainsi, il donne une arme aux staliniens pour combattre les **tendances radicales se réclamant du trotskysme ou qualifiées de telles pour la circonstance**), qui existent au sein des guerillas péruviennes, colombiennes ou autres. Vu le discrédit des partis staliniens ils n'auraient jamais pu seuls, en venir à bout. L'appui de Castro, dont le prestige est considérable en Amérique latine, leur facilitera grandement la tâche. En agissant ainsi Castro s'est posé en fossoyeur des guérillas d'Amérique latine. Et ce passage à l'« anti-trotskysme » conscient ne peut surprendre que ceux qui depuis des années se sont évertués à voir en lui un « trotskyste inconscient ».

UN ANTI-IMPERIALISME LIMITE

Si de nombreuses résolutions attaquent l'impérialisme américain pour son agression au Vietnam, on peut être étonné, en revanche, de l'indulgence dont bénéficie l'impérialisme français.

UN OUBLI ?

Deux communications, une portant sur l'Autonomie des Antilles « françaises », l'autre protestant contre l'installation d'une base expérimentale de missiles en Guyane « française » ont été soumises à la Conférence. A notre connaissance aucune n'a donnée lieu à un vote, ni même n'a été discutée. De plus si les délégués ont stigmatisé le rôle réactionnaire du Portugal, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie en Afrique, nul n'a insisté sur le rôle de la France, déterminant quant à la conservation de gouvernements réactionnaires « africains » (Léon M'Ba au Gabon par exemple).

Sur l'affaire Ben Barka, la conférence se montre pour le moins conciliante vis-à-vis des autorités françaises. Une pétition, adressée à l'ambassade de France et signée par tous les délégués demande aux autorités de : « bien vouloir user de tout leur pouvoir pour que toute la lumière soit faite sur l'assassinat de Ben Barka au cas où sa mort serait confirmée » et rappelle « la promesse solennelle du général de Gaulle pour que la lumière soit faite, quelles que soient les conséquences ». Vis-a-vis de de Gaulle, la confiance règne. Oubliée la guerre d'Indochine, oubliée la guerre d'Algérie.

ENTRE BOURGEOIS

Car pour le forum de la bourgeoisie et petite bourgeoisie du Tiers Monde que fut cette conférence, de Gaulle est un modèle. Son opposition à l'impérialisme américain au nom de la bourgeoisie française, aussi limitée fut-elle, est une image, à une autre échelle, de leur propre attitude. Portés au pouvoir par des mouvements de masses populaires, les dirigeants se sont servis de ces mouvements pour arracher des miettes à l'impérialisme. Une fois ces miettes obtenues ils acceptent parfaitement le statu quo et la surexploitation de leur peuple ou des autres peuples. Et si survient un changement de politique de l'impérialisme ou si les masses populaires se remettent en mouvement ils reprennent pour un instant le masque de l'« anti-impérialisme »,

Mais, si leur anti-impérialisme est occasionnel, néanmoins ce qui ne l'est pas c'est la répression que ces dirigeants mènent dans leurs pays contre les éléments qui luttent pour une réelle amélioration du sort des masses populaires, ou pour le socialisme internationaliste. Dans la plupart des pays « révolutionnaires » du Tiers Monde il n'y a pas de chômage... ni pour les bourreaux, ni pour les geôliers.

UNE NOUVELLE INTERNATIONALE

On pourrait dire aujourd'hui du mot « révolutionnaire » ce que disait Blanqui à son époque du mot « démocrate » : il est devenu tellement vague que n'importe qui peut se cacher derrière un tel terme. Et c'est un signe des temps si aujourd'hui les Nasser, les Soekarno et les Boumedienne peuvent se parer de ce terme au même titre que Castro. Un signe que l'internationalisme révolutionnaire, c'est-à-dire l'internationalisme prolétarien, est moribond et qu'il est grand temps de le faire revivre en reconstruisant une internationale digne de ce nom.

L. STERN.

L'Afrique des colonels et le colonialisme

Au Congo-Léopoldville (ex-Belge), le 25 novembre 1965, le colonel Mobutu évinçait le président de la République Kasavubu et prenait le pouvoir.

Son exemple était suivi le 22 décembre, au Dahomey par le général Soglo ; le 31 décembre, en République Centre-Africaine par le colonel Bokassa ; le 3 janvier 1966 en Haute-Volta par le lieutenant-colonel Lamizana.

Enfin, pour que les territoires ex-britanniques participent aussi à cette épidémie, le 14 janvier, l'armée s'emparait du pouvoir dans la Fédération du Nigéria.

En deux mois, ces cinq coups d'Etat, survenus aux quatre coins de l'Afrique noire, dans des pays ayant appartenu à des empires coloniaux différents, montrent clairement sur quelle voie les jeunes Etats africains risquent de s'engager les uns après les autres.

Les nostalgiques de la « belle époque » coloniale, qui ne se souviennent sans doute plus de mai 1958, y verront la preuve péremptoire de l'incapacité des peuples africains de se gouverner eux-mêmes et, aux yeux de l'observateur superficiel, l'Afrique est peut-être en train de prendre la place de l'Amérique latine dans le folklore politique.

Mais ce qui se passe actuellement en Afrique n'est pas du folklore. C'est le sort de dizaines de millions d'hommes qui est en jeu et si l'ironie est facile, c'est à condition d'oublier que c'est le capitalisme européen qui ruina le continent africain, que c'est l'impérialisme qui le confina et le maintint jusqu'à aujourd'hui dans le sous-développement et la misère.

Et l'évolution politique des différents Etats africains n'est que la conséquence de la situation créée par l'impérialisme.

La démocratie capitaliste n'existe, et il vaudrait presque mieux dire n'a existé, dans les pays de l'Europe occidentale et aux U.S.A., que sur la base d'une certaine richesse économique qui laissait à la bourgeoisie de larges possibilités de manœuvres devant les revendications économiques des travailleurs et ainsi de déguiser son pouvoir sous le masque hypocrite d'une démocratie formelle.

Et cette démocratie, elle y tenait d'autant plus que non seulement elle lui assurait la tranquilité sociale, mais encore qu'elle lui était nécessaire pour pouvoir régler démocratiquement, en son sein, les problèmes qui se posaient à elle. A chaque fois que la bourgeoisie fut amenée dans sa lutte contre le prolétariat à supprimer les libertés démocratiques, elle fut contrainte de remettre ses propres intérêts entre les mains d'un pouvoir suprême.

Mais, dans les empires coloniaux que se taillèrent les grandes puissances capitalistes à la fin du XIXe siècle et dont l'exploitation fut à la base de la richesse des « métropoles », il n'était pas besoin de prendre des gants de velours, la main de fer dans un gant de fer était bien plus simple à utiliser et ce furent les baïonnettes des tristement célèbres troupes coloniales qui se chargèrent de maintenir l'ordre impérialiste.

Mais ni les baïonnettes, ni le napalm, ne peuvent maintenir indéfiniment en esclavage un peuple qui lutte pour sa liberté. Et, sous la pression directe de soulèvements armés ou « pacifiquement », par peur de tels soulèvements, les grandes puissances impérialistes se résignèrent, au cours des vingt dernières années, à accorder l'indépendance politique à la plupart de leurs colonies.

Cela ne signifie nullement, bien sûr, qu'elles renonçaient à exploiter ces pays, mais elles préféraient le faire d'une autre manière, plus « démocratique », par l'intermédiaire d'un appareil d'Etat et d'un gouvernement indigènes.

Les liens de sujétion que l'impérialisme avait imposés à ces pays n'étaient pas tranchés, en effet, par l'indépendance. Leur économie ne s'était développée qu'en tant qu'appendice de l'impérialisme et, indépendants ou pas, ils restaient tributaires de celui-ci pour assurer leur production.

Ce n'est pas l'embryon de bourgeoisie indigène qui devint le maître, du jour au lendemain, des richesses produites par l'exploitation des travailleurs africains, la plus grande partie de celles-ci continua de s'accumuler dans les coffres-forts des banques européennes ou américaines et, bon gré mal gré, elle dut se contenter des miettes que l'impérialisme voulut bien lui abandonner en échange de ses bons et loyaux services.

A la pauvreté économique de ces pays s'ajoutait un autre handicap : les Etats africains qui accédèrent à l'indépendance au cours des dernières années étaient de plus, géographiquement, des créations de l'impérialisme : chacune des grandes puissances s'était taillée des possessions indépendamment des divisions éthniques de l'Afrique pré-coloniale et, à la veille de l'indépendance, ils aggravèrent encore cela en « balkanisant » leurs anciennes possessions en une poussière d'Etats qui ne pouvaient que difficilement parvenir à une cohésion interne.

Il n'était pas possible, dans ces conditions, que les jeunes Etats africains puissent connaître un régime « démocratique » à l'image de celui qui existe, ou qui a existé, en Europe occidentale (et qui repose en grande partie sur la surexploitation des pays coloniaux).

Dès leur indépendance, les jeunes Républiques africaines furent vouées au parti unique et partant au pouvoir personnel. Et, qui plus est, ces partis uniques n'étaient même pas, le plus souvent, des partis de masse, représentant l'appui d'une fraction importante de la population. Passées les illusions qu'avait amenées l'indépendance, l'armée apparait de plus en plus comme le seul appui politique réel de ces gouvernements et il était inévitable que, peu à peu, elle finisse par ne plus se contenter de ce rôle et qu'elle décide d'exercer le pouvoir directement.

Et de nouveau, comme au plus beau temps de la colonisation, ce sont des baïonnettes toutes nues qui protègent les bénéfices de l'impérialisme. « L'œuvre civilisatrice » de l'Occident peut se résumer en ceci : ce sont désormais des colonels « indigènes » qui commandent les troupes chargées de maintenir l'ordre impérialiste.

De plus, les luttes politiques pour le pouvoir revêtent souvent en Afrique un caractère nettement plus « alimentaire » que dans les pays capitalistes avancés. La corruption y règne en maîtresse, mais cela aussi est une conséquence du sous-développement économique.

Dans les pays impérialistes, l'exercice du pouvoir n'est que très accessoirement, en lui-même, un moyen de faire fortune. Les bourgeois s'enrichissent d'abord et surtout par les revenus de leurs capitaux. Mais, pour les petits bourgeois africains qui forment les cadres politiques de ces pays, la concussion est pratiquement la seule voie possible d'enrichissement.

Le fait que l'armée prenne directement en mains les destinées de ces pays ne signifie d'ailleurs pas qu'ils échapperont plus à l'emprise de l'impérialisme. Ces colonels, lieutenant-colonels et autres généraux se sont empressés de donner des assurances en ce domaine à celui-ci.

Si l'Afrique semble ainsi entrer dans l'ère des colonels, ce n'est en tout cas pas un phénomène isolé dans le monde. Le pourrissement de l'impérialisme se traduit par le fait que tous les pays « sous-développés » sont condamnés, sous une forme ou sous une autre, à des gouvernements de type bonapartiste et que c'est aussi de plus en plus le sort des pays impérialistes.

Cela ne signifie pas que l'Afrique soit fatalement, inexorablement vouée à une évolution régulière vers des régimes de dictature militaire. Les masses n'ont pas dit leur mot et si la démocratie bourgeoise est impensable dans les pays du tiers-monde, il est une démocratie possible : celle des ouvriers et des paysans mobilisés dans la lutte révolutionnaire.

Pour cela, ce qui manque avant tout en Afrique, c'est une direction révolutionnaire. C'est bien un des signes de la faillite sans appel des grands partis ouvriers traditionnels pourris par l'impérialisme qu'ils aient été incapables, ou qu'ils se soient refusés à construire une telle direction. Ce sera la tâche de l'Internationale que nous construirons.

Christian JUNG

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient a développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement a la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse experience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste» capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs,**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917. des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

● LIVRE *de Jacques Fauvet*

HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

CE n'est sans doute pas le parti-pris, ni les préjugés, que les communistes français pourront reprocher à Jacques Fauvet à propos du second tome de son «Histoire du parti communiste » (1). L'habituel commentateur politique du « Monde » ne croit pas, à leur sujet, aux bolchéviks au couteau entre les dents. Il se veut objectif. Il est même très très gentil dans les jugements qu'il porte sur 25 ans de politique stalinienne. Et si, de temps à autre, l'humour et l'ironie reprennent le dessus, c'est qu'il est bien difficile de décrire, sans sourire ou sans ricaner (suivant les tempéraments) les nombreux tournants, les contradictions incessantes, le décalage des actes et des paroles, l'opposition des paroles elles-mêmes ou leur outrance, en bref tout ce qui est de règle au P.C.F. depuis 1939. N'est-elle pas plaisante, par exemple, cette apostrophe de Maurice Thorez à Mitterrand, alors ministre des Anciens combattants en 1947 : « Provocateur, vous parlez comme Goering » !

UNE HISTOIRE UNIQUEMENT PARLEMENTAIRE

Chacun voit le parti à sa fenêtre. Celle de Fauvet donne sur le Parlement ou l'Elysée, pas sur Billancourt. Son histoire du P.C.F. est celle des communistes à l'assemblée ou au gouvernement, ou celle de leurs rapports avec les dirigeants bourgeois, gaullistes ou socialistes surtout.

En revanche sur les rapports du parti avec l'ensemble du pays et ses différentes couches sociales le livre contient fort peu de chose. Un chapitre est bien consacré aux relations du parti avec les intellectuels. Mais les paysans, la petite bourgeoisie et surtout la classe ouvrière ? Quelques notations parci, par là dans la seule mesure où ces rapports ont influé directement sur les milieux parlementaires ou gouvernementaux. Pratiquement rien. Ainsi la politique du P.C.F. dans les usines, directement ou par le biais de la C.G.T., n'est quasiment pas évoquée. Seul le trop fameux discours de Waziers où M. Thorez fit la leçon aux mineurs est cité... parce que Thorez était alors chef d'un parti de gouvernement.

Un exemple très mince mais significatif : Fauvet consacre un paragraphe aux candidatures trotskistes à Paris et en banlieue, lors des élections de 1945-46. Le rôle de ces mêmes trotskistes (ou plutôt d'autres, mais ces nuances seraient un peu délicates pour Fauvet) dans la grève Renault d'avril 47, est évoqué en une demi-ligne, uniquement parce que cette grève fut le prétexte à un débat la sortie des communistes de celui-ci.

Nous ne reprochons certes pas à Fauvet de ne pas assez parler des trotskistes. Leur rôle, aux uns et aux autres, fut bien réduit de 1939 à 1965. Mais l'importance relative donnée à ces deux petits faits est significative de l'optique de l'ensemble du livre.

Bien sûr l'auteur a des excuses. La tâche d'éclairer les rapports du parti avec la société française tout entière, et surtout la classe ouvrière, est bien ardue. D'abord du fait du manque de documents. Ceux que possède sûrement le P.C.F. seraient sans doute intéressants. Mais il est certain que ses archives ne sont pas plus ouvertes à Fauvet... qu'à ses propres militants. Cela aurait peut-être été compensé, dans une certaine mesure, par un recueil abondant de témoignages. C'est un très gros travail, qu'on imagine difficilement possible autrement que par une équipe d'historiens, et qui plus est sans doute, travaillant dans une optique révolutionnaire marxiste. Mais les marxistes, historiens ou pas, ont, hélas, d'autres tâches plus urgentes, aujourd'hui, que de s'atteler à une histoire du P.C.F.

C'est dommage. Et ce serait indispensable pour bien éclairer la nature exacte du parti. Il n'est pas du tout secondaire, par exemple, comme Fauvet le démontre chiffres à l'appui, que sa nouvelle importance électorale soit due, en 1945, aux suffrages de régions rurales, gagnées grâce à la politique nationaliste menée sous l'occupation, alors que dans les régions ouvrières, où le P.C. était déjà fortement implanté avant guerre, Nord et région parisienne, il y a une relative stagnation.

Fauvet s'est donc contenté de ce qu'il connaît bien : les luttes électorales, parlementaires, gouvernementales. Cela suffit d'ailleurs amplement pour montrer que chacun des tournants du parti correspondait à une nouvelle attitude diplomatique ou à une nouvelle situation extérieure de la bureaucratie russe, c'est-à-dire que l'appareil communiste n'était rien d'autre que l'instrument du Kremlin.

DU ROLE DE LA CASQUETTE

Des élections de 1945, Fauvet tire cette conclusion : « il (le P.C.) est aux yeux des électeurs ce qu'il ne veut pas être : un parti comme les autres ». Cette petite phrase marque bien l'autre limite du livre : au-delà d'une série de jugements partiels justes (c'est vrai que le parti était devenu aux yeux des électeurs de 1945 un parti comme les autres), une analyse générale fausse (c'est à toutes forces au contraire, que le P.C.F. aurait voulu être ce parti comme les autres). Mais pour l'auteur il ne fait pas de doute que le P.C.F. est marxiste et révolutionnaire. Fauvet lui ne l'est pas. Il fait donc confiance à ceux qui affirment l'être.

La lecture de son livre montre pourtant nettement que le P.C.F. ne se soucie de marxisme que de manière intermittente. Entre temps il a plutôt tendance à brandir le drapeau tricolore que le drapeau rouge.

En fait, il n'a conservé une couverture pseudo-marxiste, aussi paradoxal que cela paraisse (mais c'est là la raison de l'erreur de jugement de Fauvet), qu'à cause de ses liens avec la bureaucratie russe. En effet, lorsque les intérêts du Kremlin coïncidèrent avec ceux de la bourgeoisie française, il a suffit au P.C. d'être ultranationaliste. Mais quelquefois aussi ils s'opposèrent. Le P.C. dut alors justifier sa propre opposition. Cette justification il tenta de la puiser dans le marxisme. Inutile de dire que celui-ci ne fut jamais, comme il était inévitable, qu'une caricature.

Ainsi si au début de la seconde guerre mondiale le P.C.F. juge les deux camps en présence également impérialistes, c'est parce que le pacte germano-soviétique permet à l'U.R.S.S. de se tenir à l'écart, momentanément. En retrouvant son alliance, les bourgeoisies anglaise et américaine deviennent des champions de la démocratie et il n'est plus jamais question d'impérialisme, à leur sujet, dans cette affaire.

Plus cocasse est la « redécouverte » par Thorez de la théorie de la « paupérisation relative et absolue » de la classe ouvrière en régime capitaliste. Il a fallu la guerre froide et l'entrée des communistes dans l'opposition pour dessiller les yeux du « Fils du Peuple ».

Notons que l'un des signes de cette paupérisation est l'abandon du port de la casquette par les travailleurs... qui ne peuvent plus que s'offrir un béret. Comme d'autres sociologues « marxistes », appartenant à une école rivale, il est vrai, interprètent cette disparition de la casquette comme le symbole de celle de la classe ouvrière, ce couvre-chef aura donc joué un rôle considérable dans la pensée socialiste contemporaine.

UNITE

Fauvet, ici, s'en tient rigoureusement à son rôle d'historien. Pourtant il est bien évident qu'il s'agit là d'une pièce à verser au dossier de la cause qu'il plaide depuis un certain temps déjà, dans les colonnes du « Monde » : l'unité de la gauche regroupée dans une seule grande formation travailliste.

En écrivant cette histoire du Parti communiste, il entend probablement prouver que l'attachement du P.C.F. au marxisme et à la révolution, que Fauvet confond avec celui à la bureaucratie russe, n'a jamais conduit le parti qu'à l'isolement, au grand dam de toute la gauche. Il faut donc convaincre le P.C.F. d'abandonner cet attachement excessif à l'idéal révolutionnaire.

Pour nous l'utilité du livre de Fauvet est de rappeler, malgré lui sans doute, qu'il y a plus de 25 ans déjà que le P.C.F. ne représente plus du tout les intérêts de la classe ouvrière et n'a rien ni de marxiste ni de révolutionnaire, même lorsque son secrétaire général se déguisait en lecteur, peu attentif, du « Capital ».

J. MORAND.

(1) Jacques Fauvet, « Histoire du Parti communiste », éditions Fayard.

A nos lecteurs de PARIS :
la prochaine réunion du

CERCLE LEON TROTSKY

aura lieu le :
LUNDI 31 JANVIER, à 20 h. 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1er étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité,

sur le sujet :
LES DEMOCRATIES POPULAIRES SONT-ELLES DES ETATS SOCIALISTES ?
QUE SIGNIFIE LEUR EVOLUTION ACTUELLE VERS LA « LIBERALISATION ».

CERCLE LEON TROTSKY DE LYON

TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LEON TROTSKY DE GRENOBLE

Les prochaines réunions auront lieu les JEUDIS 27 janvier et 10 février, à 20 h., à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 24 février et 10 mars et ainsi de suite. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LEON TROTSKY DE BESANÇON

TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LEON TROTSKY DE DIJON

TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE LA RENAISSANCE, rue Chabot-Charny. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-Xe
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrœdt C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson · Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail executé par des ouvriers syndiqués.

PERMANENCES

● PARIS :

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. **tous les samedis, de 14 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 heures.**

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le **mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 h 30.**

● BANLIEUE :

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, **le samedi, de 13 à 15 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis de 18 h à 19 h** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le mercredi, de 17 à 19 heures.**

LEVALLOIS - Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), **tous les mercredis de 17 h. à 19 h.**

● PROVINCE :

BESANÇON : Auberge Comtoise, **le jeudi 27 janvier, de 18 h 10 à 19 h 30.** — Café Granvelle, **les mercredis, de 17 h à 19 h.**

BOURGES : Café-Bar « Rallye des Halles », place de la Nation (salle de réunion), **les jeudis 3 et 7 février, de 17 h. 30 à 19 h.**

CAEN : Bar Saint-Julien, 86, rue Geole, **les samedis 29 janvier et 12 février, de 17 h. à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille **les jeudis 27 janvier et 10 février, de 10 à 12 h et de 17 h à 19 heures.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE : « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **les jeudis 27 janvier et 10 février et samedi 5 février, de 17 h 30 à 19 heurse.**

Café « Le Normandy » place Grenette, **les jeudis 27 janvier et 10 février, de 15 à 17 h.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e. **Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) **les jeudis 27 janvier et 10 février, de 18 h. à 20 h.**

MONTBELIARD : Café de Mulhouse (face à la gare), **le samedi 29 janvier, de 14 à 16 h.**

ROUEN. — Café « Le Château d'Eau » 49 bis, pl. du Général-de-Gaulle (angle rue Louis-Ricard) **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant 23, rue Tréfileries, **le jeudi 27 janvier, de 15 h. à 16 h.**

SAINT-CHAMOND: Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, **le jeudi 27 janvier, de 18 h à 19 h.**

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, **tous les samedis de 16 à 17 heures.**

TOULOUSE. - Changement de permanence : Café « Le Matelot », 7, rue des 3 Piliers (près place Arnaud Rénard), tous les **jeudis de 18 à 19 heures.**